



DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

communiqué

No: 76
No.:

DIFFUSION: POUR DIFFUSION IMMEDIATE
RELEASE: LE 18 OCTOBRE 1979

RENCONTRES CANADA/CE
16-18 OCTOBRE 1979

À Ottawa, les 16 et 17 octobre, des hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada et de la Commission des Communautés européennes ont tenu des consultations de haut niveau et ont participé aux rencontres des deux sous-comités du Comité de coopération mixte (CCM). Les rencontres de haut niveau ont lieu depuis novembre 1972. Quant au CCM et ses sous-comités (sous-comité de coopération industrielle et sous-comité préparatoire et de coopération générale), ils ont été créés en vertu de l'accord-cadre Canada/CE signé le 6 juillet 1976. Des représentants des provinces canadiennes étaient présents aux rencontres des sous-comités.

La délégation des CE était conduite par M. Manfred Caspari, sous-directeur général des relations extérieures. M. J.R. McKinney, conseiller économique spécial au ministère des Affaires extérieures, dirigeait celle du Canada. Le sous-comité de la coopération industrielle était présidé, pour la partie canadienne, par M. A.M. Guérin, sous-ministre adjoint au ministère de l'Industrie et du Commerce.

Les rencontres ont donné lieu à un échange de vues exhaustif sur les perspectives économiques de 1980, notamment sur l'orientation probable du commerce international et sur les possibilités de croissance au Canada et en Europe. Les deux parties ont souligné jusqu'à quel point la croissance économique et le commerce international dépendront de l'évolution du marché énergétique.

Les discussions ont permis aux participants de réaffirmer l'importance qu'ils attachent à la mise en application rapide des accords conclus lors des récentes Négociations commerciales multilatérales (NCM). Les représentants du Canada et des CE ont fait connaître les grandes lignes des méthodes qu'ils entendent suivre pour ce faire.

En ce qui a trait à la question cruciale de l'approvisionnement énergétique, les deux délégations ont pris acte des résultats découlant du Sommet de Tokyo tenu en juin de cette année, de la rencontre à Paris, en septembre, des ministres de l'Energie, et des travaux actuels de l'Agence internationale de l'énergie. C'est dans ce contexte que les participants ont fait part de leurs propres politiques et problèmes énergétiques.